

## IL ÉTAIT UNE FOIS

Le **22 juillet 1944**, les accords de Bretton Woods entérinent l'hégémonie états-unienne sur la finance et le commerce mondial. L'épilogue d'une âpre et longue bataille économique menée en premier lieu contre l'empire britannique et son omniprésente livre sterling.



## ACCORDS DE BRETTON WOODS

# L'ONCLE SAM IMPOSE LE DOLLAR AU MONDE)))



En 1940, le Royaume-Uni, pour s'armer, est forcé de remettre aux États-Unis ses stocks d'or en guise de caution. Ici, devant une banque de Birmingham.



## IL ÉTAIT UNE FOIS

Le journal « le Monde » s'enflamme souvent sur la conférence « mythique » de Bretton Woods (New Hampshire), tenue du 1<sup>er</sup> au 22 juillet 1944. Comme dans cet article de Thomas Wieder, du 11 octobre 2008, où le journaliste évoque les « deux fortes personnalités », au service de Roosevelt, qui animèrent ces tractations : « Harry Dexter White, le sous-secrétaire américain au Trésor et l'économiste britannique John Maynard Keynes ». Les deux hommes seraient soucieux de bannir « les erreurs commises dans les années 1920 et 1930 (et) convaincus que les changes flottants et les multiples dévaluations monétaires (avaient) contribué à précipiter le monde dans la crise économique puis dans la guerre. (...) Anglais et Américains, certes, ne sont pas d'accord sur tout, notamment sur le projet de Keynes de créer une monnaie internationale, le bancor, convertible dans les différentes monnaies nationales... Mais (ayant) mis de côté la plupart de leurs divergences, ils arrivent en position de force à Bretton Woods, où les accords signés le 22 juillet correspondent dans les grandes lignes à leurs projets ». Keynes « en position de force » ? Une version bien éloignée de la réalité...

**Le secrétaire d'État John Hay avait défini le programme officiellement « libéral » de l'impérialisme américain en septembre 1899 par ses « notes sur**



En entrant dans la Première Guerre mondiale, France et Royaume-Uni s'endettent fortement auprès des États-Unis pour reconstituer leurs arsenaux. Dès lors, l'Oncle Sam devient de facto le principal créancier du monde.

la Porte ouverte » adressées aux dépeceurs européens et japonais de la Chine. Les droits commerciaux et financiers américains revendiqués, ici comme ailleurs, annonçaient la mort du « partage » inter-impérialiste.

La Première Guerre mondiale accéléra les choses. L'Entente franco-anglaise, mal préparée à la guerre, emprunta tant de dollars qu'elle mua « le principal débiteur du monde (en) principal État créancier du monde » (1). Elle fit « de New York le centre bancaire du monde » et de J. P. Morgan, première banque américaine d'investissement, la première créancière des principaux débiteurs, Angleterre et France (1,4 milliard de dollars sur un total de 1,7 milliard prêtés). En résultèrent les « quatorze points de Wilson », communiqués le 8 janvier 1918 via le traditionnel discours du président sur l'état de l'Union au Congrès, et leurs objectifs majeurs : liberté des mers et du commerce (américain) et abolition, au nom de la libération des peuples, des colonies, riches en matières premières à bas prix.

**Les États-Unis anéantirent les buts de guerre des « vainqueurs » militaires**, leurs rivaux européens, réparations en tête, réarmèrent le Reich, via l'octroi, très rémunérateur, de crédits illimités à l'emprunteur allemand d'après-guerre et envahirent les marchés internationaux en verrouillant le leur par un mur protectionniste. Leur éclatant succès prit fin avec la grande crise des années 1930, où les lésés affrontèrent la tempête en exploitant au maximum leurs empires et en contractant des accords



Face à la grande crise des années 1930, les empires contractent des accords bilatéraux dans leurs monnaies respectives, au grand dam de Washington. Ici, le port de Durban, en Afrique du Sud.

**EN SAVOIR PLUS**  
« Les Origines du plan Marshall. Le mythe de "l'aide" américaine », d'Annie Lacroix-Riz, Armand Colin, 2023.

« Du programme de la "Porte ouverte" à la mondialisation du dollar (années 1890-juillet 1944) », d'Annie Lacroix-Riz, dans « Droits », n° 77, 2023/1 ; en ligne sur [www.cairn.info](http://www.cairn.info).



bilatéraux stipulés en monnaies respectives (clearing). La « guerre commerciale » menée contre les tarifs douaniers américains, approchant 50 % via la loi Smoot-Hawley de juin 1930, accéléra la chute du commerce international en général et de celui des États-Unis en particulier.

**L'abandon britannique, de fait, de l'étalon-or, le clearing et surtout la préférence impériale**, décidée par la conférence du Commonwealth à Ottawa en juillet-août 1932, instituant une zone commerciale sterling protégée, permirent à Londres de surmonter la crise, même sur le plan industriel avec le redémarrage de l'automobile. Ils ruinèrent le commerce extérieur américain (sept ans de déficit, de 1932 à 1939), et Washington tonna contre « l'autarcie », les « blocs commerciaux » de l'Europe en général et du Royaume-Uni en particulier. Ce coup économique terrible, décortiqué par les historiens américains « révisionnistes » (marxisants), érigea l'Angleterre en cible prioritaire : il fallait casser le « bloc sterling » qui contrôlait le tiers du commerce mondial, et les accords bilatéraux qui bloquaient les exportations américaines. Le secrétaire d'État Cordell Hull, nommé par Roosevelt dès 1933 et d'une longévité record au poste, incarna cette guerre de l'État américain maquillée en pression du Congrès : la « loi Johnson » (Johnson Act) du 13 avril 1934 interdit tout nouveau prêt aux débiteurs de la Grande Guerre ; « la législation américaine de 1935-1936 sur la neutralité » établit l'embargo sur les armes, funeste aux Anglais, encore

plus mal préparés qu'en 1914 à la guerre imminente. Leur déroute se précipita à l'ère du paiement comptant (cash and carry). Ils épuisèrent leurs devises dans l'achat de « vieux matériel », selon les termes mêmes de l'ambassadeur américain à Londres, Joseph Kennedy, père du futur président. Ils cédèrent leurs titres avec des décotes gigantesques, en tout « bipartisme dans les affaires » (administration « démocrate » et trusts « républicains »). Invoquant le Johnson Act, Washington exigea comme caution la remise des réserves britanniques d'or, y compris celles détenues par la Banque d'Angleterre « au compte des banques centrales d'Europe ».

**Il fallait, pour abattre l'Empire, abroger la préférence impériale et liquider la zone sterling.** Washington s'y attaqua ainsi : le premier ministre britannique Churchill, qui mendiait une cinquantaine de « vieux destroyers » américains, dut dès août 1940 les échanger contre « les bases navales et aériennes à Terre-Neuve et dans les îles des Bermudes, des Bahamas, de la Jamaïque, Sainte-Lucie, Trinidad et Antigua, et en Guyane britannique ». Il n'eut le choix qu'entre vente et bail à 99 ans, qu'il préféra. Tout accès à ces bases fut immédiatement interdit aux Anglais, qui, du printemps à l'été 1941, durent aussi abandonner aux Américains celles du Groenland (danois) et d'Islande. Le même sort attendait tous les empires européens. Les préparatifs de la loi américaine de prêt-bail (Lend-Lease Act) de mars 1941 martelèrent l'urgence de « mettre fin au rôle international »



La conférence du Commonwealth, à Ottawa (Canada), en juillet-août 1932, crée une zone commerciale sterling protégée qui permet à l'empire britannique de surmonter la crise.



## IL ÉTAIT UNE FOIS

» du sterling », objectif connu du docile « négociateur » des prêts anglais, Keynes, « représentant personnel » du chancelier de l'Échiquier (1941-1946). L'Angleterre, obligée, faute de livraisons en prêt-bail, d'acheter presque tout au comptant, dut donc vendre de nouveaux titres, dont l'American Viscose Corporation, filiale de Courtaulds, géant du textile britannique : évaluée à 32 millions de livres sterling, elle échut pour 13,6 millions, grâce au secrétaire au Trésor Henry Morgenthau, au tandem bancaire Morgan Stanley-Dillon Read. Cette « capitulation » (Keynes) enrichit le groupe privé anglais au grave détriment du contribuable britannique.

**La tactique des « vœux pieux » anglais subit l'assaut de la « charte de l'Atlantique »** supposée anglo-américaine, mais strictement américaine (14 août 1941) : ses points 4 et 5, « économiques », liquidaient le « bloc sterling », en exigeant « l'accès strictement égal (de) tous les États, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus, au commerce et aux matières premières du monde indispensables à la prospérité économique » et la « collaboration la plus complète entre les nations dans le domaine économique ». Son point 3 liquidait l'Empire plus brutalement que le 5<sup>e</sup> des « quatorze points de Wilson ». En 1918, celui-ci avait prôné « un arrangement débattu librement et sans préjugé » tenant également compte des « intérêts des populations



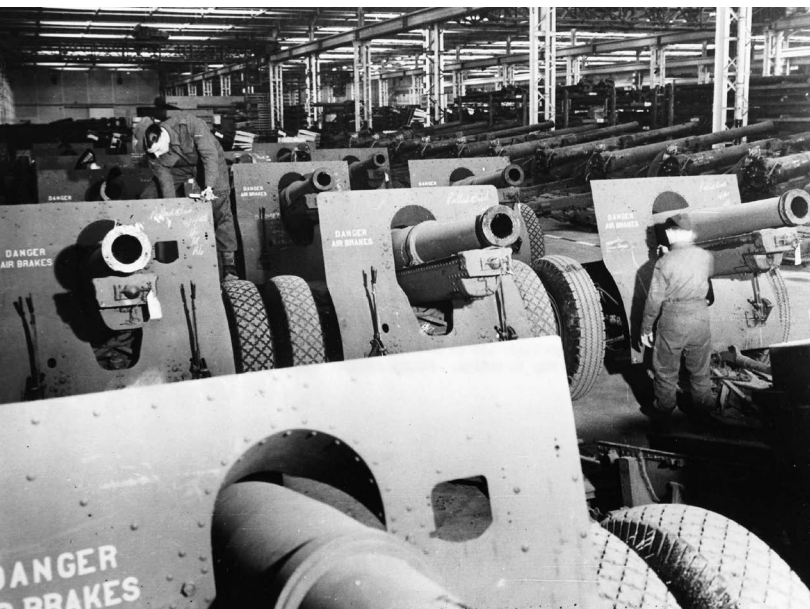
NY DAILY NEWS ARCHIVE / GETTY IMAGES

1933. Le président Franklin Roosevelt (à dr.) et le secrétaire d'État Cordell Hull, artisan de la guerre menée par les États-Unis au « bloc sterling ».

concernées (et d)es revendications équitables du gouvernement (, elles) à déterminer ». En 1941, Roosevelt frappa plus fort : lui-même et Churchill – champion de l'Empire – « respectent le droit de tous les peuples de se choisir le régime sous lequel ils désirent vivre ; ils désirent voir restituer leur souveraineté ainsi que leur self-government à ceux qui en ont été dépouillés par la force ».

Dès septembre 1941, le Royaume-Uni se voit interdire l'exportation du moindre des « produits similaires à ceux fournis via le Lend-Lease » : tous étant représentés, Washington contrôlerait son commerce extérieur. Puis il signa, le 23 février 1942, l'accord de prêt-bail – remis au bon vouloir du « président », et annulable sur l'heure. Sa plus sinistre clause, l'article VII, proclamait l'adhésion à la « liberté commerciale » et au « multilatéralisme » intégraux excluant toute « discrimination à l'importation ». Sa mise en œuvre « à une date rapprochée et convenable » ne dépasserait pas la fin du conflit. De notoriété publique, la « réciprocité » proclamée allait se fracasser contre le protectionnisme américain.

**À ce stade du désastre commercial et financier, écrasant en Amérique latine, le Royaume-Uni dut franchir l'étape suivante,** marquée par l'obsession américaine d'une ravageuse crise de reconversion d'après-guerre. Il soumit « informellement » à Washington, début 1942, le futur « plan Keynes » d'« union internationale de clearing, fondée sur une monnaie bancaire, appelée bancor, fixée en valeur or », sous la direction commune des banques centrales de « Londres et Washington » (et New York). Tentant de préserver les avantages



GL ARCHIVE / ALAMY

La loi de prêt-bail votée par les États-Unis en 1941 aide au réarmement – entre autres – des Britanniques et permet à Washington de resserrer un peu plus son emprise.

## IL ÉTAIT UNE FOIS

commerciaux britanniques, il fut balayé par « le plan White » du tandem du Trésor, d'avril 1942, seule base des accords de Bretton Woods de juillet 1944 : il créait « un Fonds de stabilisation (monétaire) pour les Nations unies et associées et une Banque internationale pour la reconstruction et le développement » (Bird) – futurs Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale ; il prospectait « les accords bilatéraux de clearing », qualifiés de « politique économique du chacun pour soi démodée et désastreuse ». Le dollar, arrimé à l'or, lequel n'affluait plus qu'aux États-Unis, serait la devise unique du commerce international.

**Toute décision du FMI exigerait une « majorité des quatre cinquièmes » – précisément celle des États-Unis.** Ses membres devraient, dans l'année suivant leur adhésion au Fonds, « renoncer à toutes restrictions et contrôles sur les transactions du commerce extérieur ». Washington contrôlerait donc les monnaies des pays membres et leur taux de change, « camisole de force » qui interdirait aux pays affaiblis les salvatrices dévaluations d'antan. La Bird se contenterait de « garantir les prêts consentis par les investisseurs privés » – « prêts liés » (à l'achat de marchandises américaines) imposés à des pays par ailleurs empêchés d'exporter aux États-Unis pour gagner des dollars. Seule atténuation du « plan White » initial, l'article XIV de l'annexe A des « accords » de juillet 1944 évoquait « une période transitoire de cinq ans pendant laquelle les nations pouvaient », pour rétablir l'équilibre de leur balance des paiements, « maintenir certains contrôles des changes ». Pur leurre, qu'excluait l'article XV (« Retrait forcé ») et qu'annula explicitement une des conditions draconniennes du « Munich économique » du 6 décembre 1945, un prêt américain de 3,5 milliards de dollars. C'est dire la sincérité des effusions de l'apparent ravi de la crèche Keynes, le 22 juillet 1944 : « Si nous continuons notre tâche, le cauchemar se terminera et la fraternité sera davantage qu'un mot. » L'Angleterre étranglée, tous les « alliés » suivirent. On sait ce qu'il en fut des peuples « libérés » (2) par les États-Unis. En 1971, Nixon annonça la mort du dollar-or de Bretton Woods en maintenant l'hégémonie du dollar, dont les réorganisations financières internationales en cours sont le glas. ●

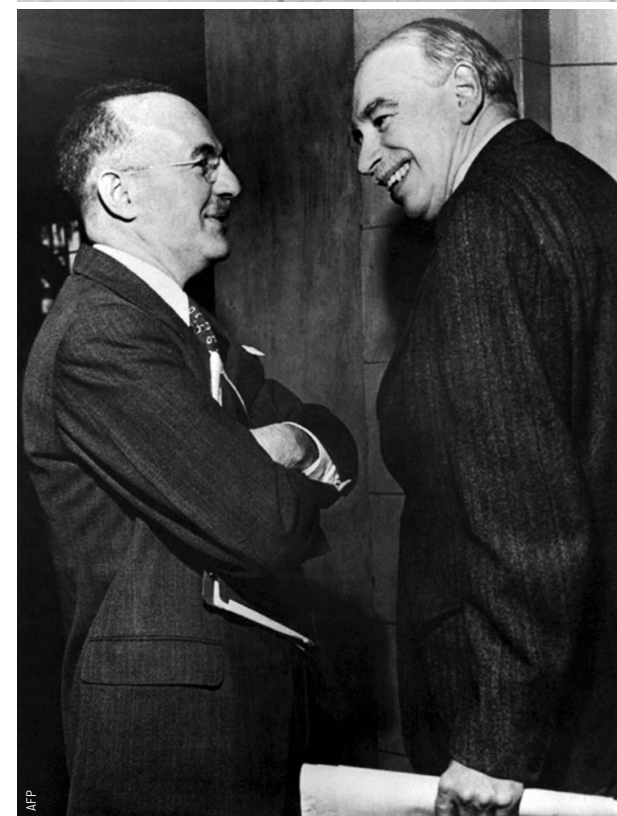
ANNIE LACROIX-RIZ

Professeure émérite d'histoire contemporaine, université Paris-VII  
(1) « The Making of an Atlantic Ruling Class », de Kees Van der Pijl, Londres, Verso, 2012.

(2) Voir l'excellente synthèse de l'historien et ancien fonctionnaire du département d'État William Blum, « Les Guerres scélérates. Les interventions de l'armée américaine et de la CIA depuis 1945 », Parangon, 2004. Voir aussi l'encadré « En savoir plus ».



SEAN SEXTON COL. / BRIDGEMAN IMAGES



« Au diable Bretton Woods », clament ces opposants aux accords. Ils stigmatisent par une chaîne dorée l'inféodation à l'étalon-or. (Londres, en 1945.)

L'Américain Harry Dexter White (à dr.) et le britannique John Maynard Keynes. À Bretton Woods, au-delà d'une apparente complicité, ce sont bien les États-Unis qui jetteront les bases du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.